



**DEPARTEMENT  
DU NORD**

-O-

**ARRONDISSEMENT  
de VALENCIENNES**

-O-

**OBJET :**

**RIFSEEP**

**IFSE**

**Indemnité  
pour travail dominical**

**Date de la  
Convocation :**

21 juin 2019

**Date d'affichage :**

21 juin 2019

**Nombre de  
Conseillers  
Municipaux :**

En exercice : 33  
Présents : 21  
Votants : 21 + 7 P

**Vote :**

Pour : 21 + 7 P  
Contre : 0  
Abstentions : 0

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

**Excusés :** Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Séga SOUMARE, Coraline KULCZYCKI

**Absents :** Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE  
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX  
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU  
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE  
Mr BRUNET a donné procuration à Mme CARBOULET  
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI  
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

**Secrétaire de séance :** Mme MATUSZEWSKI

### Note de présentation :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que celle-ci a donné son accord par délibération n° 2017-05-126, en date 26 septembre 2017, à la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel, composé d'une part de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (I.F.S.E.) et d'autre part du complément indemnitaire annuel (C.I.A.).

Il est rappelé à l'assemblée que L'I.F.S.E. vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce régime indemnitaire.

Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'au vu de ce dernier critère, pour le bon fonctionnement des services, certains agents de la collectivité sont amenés à travailler très régulièrement le dimanche.

**Délibération :**

Vu	le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu	la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20 ;
Vu	la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88 ;
Vu	le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;
Vu	le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
Vu	le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu	le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
Vu	la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;
Vu	l'avis du Comité Technique en date du 13 juin 2019 ;
Considérant	la délibération du 27 juin 2019 relative au RIFSEEP : Mise à jour des cadres d'emploi bénéficiaires ;
Considérant	que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans les limites prévues par les textes mentionnés ci-dessus, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité.
Considérant	que la notion de travail dominical correspond aux heures effectuées à la demande du chef de service dès qu'il y a un besoin du service, en dépassement ou non des bornes horaires définies par le cycle de travail,
Considérant	qu'à défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures accomplies au-delà du temps de travail réglementaire sont indemnisées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 susvisé,

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

<b>DÉCIDE</b>	de prendre en compte dans la part sujétion de l'IFSE, une indemnité horaire pour travail du dimanche au profit des agents dont le poste nécessite le travail effectif et régulier le dimanche, à hauteur d'au moins 10 dimanches par semestre.
	En outre les week-ends d'astreinte ne seront pas comptabilisés dans le total des dimanches permettant l'attribution de la présente.
<b>ATTRIBUE</b>	le versement de cette indemnité aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires employés par la collectivité depuis au moins un an de manière continue, excepté aux

agents bénéficiant de l'attribution d'un logement pour nécessité absolue de service.

L'attribution de cette indemnité à chaque agent fera l'objet d'un arrêté individuel.

**FIXE**

le montant de l'indemnité à 5,5 € brut par heure de travail effectif, montant applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019. Cette indemnité sera calculée en fonction du nombre d'heures de travail effectuées, dans la limite de 3 heures minimum et 8 heures maximum par jour.

**DÉCIDE**

que cette indemnité sera versée semestriellement, en juillet sur la base du nombre de dimanches travaillés et du nombre d'heures dominicales travaillées du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin de l'année N et en janvier N sur la base du nombre de dimanches travaillés et du nombre d'heures dominicales travaillées du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre N-1.

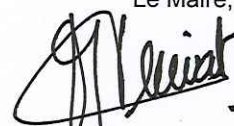
**PRÉVOIT  
ET INSCRIT**

les crédits nécessaires au budget.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Michel VENIAT



Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19....

par sa publication en date du 15/07/19.....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*